Ethique et université dans un monde en crise [1]

Lorsqu'il y a un an j'assistais pour la première fois à une réunion du Corps Académique, j'étais bien loin de suspecter que m'échoirait le curieux honneur de succéder - heureusement à ce titre seulement - à celui qu'avec la plupart d'entre vous j'étais alors venu écouter. Ce curieux honneur, je le dois sans doute au moins partiellement au sentiment de frustration que j'avais éprouvé au terme de cette rencontre avec notre Grand Chancelier, du fait qu'aucun d'entre nous n'avait saisi cette occasion pour engager le dialogue auquel il avait aimablement accepté de se prêter sur les questions de principe que soulevait l'incident inquiétant de l'été 1992 évoquée lors de notre précédente Assemblée, le refus du Pouvoir Organisateur d'entériner le choix du candidat à un poste de philosophie morale proposé, au terme des procédures usuelles, par notre Conseil d'Administration.

Ma frustration et - j'ajoute - mon sentiment de culpabilité étaient évidemment d'autant plus intenses que je me trouvais, de par ma discipline, à proximité immédiate de l'épicentre de l'incident. Ils s'accompagnaient en outre de la crainte du " Qui ne dit mot consent ", de la crainte de laisser se créer un précédent d'autant plus dangereux que nous n'aurons sans doute pas toujours un Grand Chancelier aussi ouvert, compréhensif et (habituellement) respectueux de notre autonomie que celui que nous avons la chance d'avoir aujourd'hui [2]. C'est pourquoi je n'ai pas pu résister à la tentation - ou plus exactement je n'ai pu me soustraire à l'obligation - de lui écrire ce que j'aurais dû lui dire, et en particulier d'exprimer et expliquer le sentiment largement partagé autour de moi que les défis auxquels notre Université a et aura à faire face sont suffisamment nombreux et suffisamment sérieux pour qu'on lui épargne ce sabotage par le haut que constituent à mes yeux - si louables peut-être qu'en soient les intentions - des interventions de ce type. De cette lettre j'ai envoyé copie à quelques personnes concernées, dont notre Président, et je suspecte que ceci contribue à expliquer ma présence aujourd'hui devant vous.

Car ce qui est en jeu ici, au-delà des circonstances particulières, c'est bien sûr la conception que nous nous faisons de la mission de l'Université, et en particulier d'une Université comme la nôtre, ainsi que des moyens d'assurer que cette mission soit réalisée au mieux. C'est à cette question qu'a été consacrée une après-midi de réflexion récemment organisée par la Chaire Hoover et le groupe Martin V [3]. C'est aussi à cette question que je reviendrai en finale. Mais je vous propose d'abord de prendre un peu d'altitude pour réfléchir, comme y invite un peu pompeusement mon titre, à la place de l'éthique et de l'Université dans un monde en crise.

L'expression "monde en crise" est vague à souhait. Elle connote à tout le moins l'idée que nous sommes dans une période à la fois critique, décisive pour les contours de notre avenir, et douloureuse, pénible pour bon nombre d'entre nous. Je ne vais cependant pas ici essayer de caractériser de manière rigoureuse et exhaustive "la" crise du monde contemporain (je doute du reste que le singulier soit de mise), mais je voudrais simplement en épingler rapidement trois aspects, très différents l'un de l'autre même si leurs causes et leurs conséquences s'entremêlent souvent étroitement, et chacun directement pertinent à sa manière pour mon propos d'aujourd'hui.

Le malaise de la modernité

Pour désigner le premier aspect, j'emprunterai le titre d'un petit ouvrage récent de Charles Taylor, et pour le décrire, je m'inspirerai librement d'une analyse éclairante de Michael Walzer [(4)]. Selon Walzer, il existe quatre grands types de mobilité dont la croissance est fortement associée à l'émergence, à l'approfondissement et à l'expansion de la société moderne ou libérale. Il y a d'abord l'accroissement de la mobilité géographique, révélé par exemple par des indicateurs tels que le nombre moyen de communes dans lesquelles une même personne est domiciliée au cours de son existence ou dans la distance moyenne entre lieu de naissance et lieu de décès. Il y a ensuite l'accroissement de la mobilité sociale, manifesté tant au niveau intergénérationnel - par une probabilité décroissante de se retrouver dans la même catégorie sociale que ses parents - qu'au niveau intragénérationnel - par une probabilité croissante de changer de catégorie sociale au cours d'une même existence. Puis il y a l'accroissement de la mobilité matrimoniale, manifestée bien sûr par un taux de divorce croissant, mais aussi par la fréquence croissante de la cohabitation hors mariage. Enfin, il y a l'accroissement de la mobilité politique, s'exprimant dans la volatilité croissante de l'électorat, dans l'affaiblissement et le raccourcissement de l'engagement actif au sein des partis politiques et des structures qui leur sont associées.

Ces tendances lourdes sont toujours la conséquence - et souvent le reflet direct - d'un processus multiforme d'émancipation et de libération, sur lequel il est hors de question de revenir, et qu'il importe même beaucoup de poursuivre. Il y avait certes moins de mobilité géographique au bon vieux temps où le serf était attaché à sa terre, moins de mobilité matrimoniale au bon vieux temps où les femmes n'avaient pas encore acquis les mêmes droits que leurs maris au sein de la famille, ni le même accès à toutes les professions (très imparfaitement reflété dans la composition de notre assemblée ce soir). Mais la mobilité géographique et la mobilité matrimoniale ainsi induites ne fournissent bien sûr pas une raison suffisante pour abolir les libertés qui en sont la source.

Et pourtant, cette quadruple mobilité a un prix dont il importe de ne pas sous-estimer l'ampleur : c'est précisément ce que je propose d'appeler le malaise de la modernité. Car à force de mobilité et de fluidité, nous voyons rapidement s'éroder notre ancrage dans un peuple, une classe, une famille, un mouvement politique, une communauté religieuse, ancrage qui nous disait qui nous étions, qui nous assurait d'une solidarité fiable et qui assignait à nos vies une tâche transcendant la poursuite égoïste de notre bonheur privé au service d'une communauté et d'une cause qui nous dépassaient. Aujourd'hui, et plus encore demain, nous voici merveilleusement libres d'attaches, splendidement libres de choisir et de rechoisir sans cesse notre religion, notre parti, notre conjoint, notre classe et même notre peuple. Quelle griserie ! Mais en même temps, nous nous rendons obscurément compte que ces appartenances, ces allégeances, ces loyautés entre lesquelles nous pouvons aujourd'hui souverainement choisir et rechoisir sans cesse en vue de maximiser notre bonheur, c'était un peu - peut-être même beaucoup - de ce qui donne à la vie son sens et au bonheur sa subsistance. Face à ces identités fragiles, à ces allégeances précaires, à ces engagements éphémères, nous ne pouvons manquer d'être saisis du grand malaise de la modernité, premier aspect de notre monde en crise que je souhaitais évoquer aujourd'hui.

La dérive démographique des continents

Pour décrire le second aspect, très différent du premier, je partirai de ce qu'on pourrait appeler, en reprenant dans un sens élargi une expression d'Albert Jacquard, la dérive

démographique des continents : l'évolution démographique, écologique et économique très différenciée de notre planète a conduit aujourd'hui à une situation dans laquelle certaines parties du monde sont gravement surpeuplées par rapport à leur territoire, à leur capacité écologique et à leurs possibilités économiques, tandis que d'autres sont relativement sous-peuplées. Dans un monde où les transports sont devenus rapides et bon marché et où l'information circule sans cesse plus vite, cette dérive conduit à des pressions migratoires sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Ces pressions sont facteurs de crise d'abord parce qu'elles sont de moins en moins contenables et conduisent à des mouvements importants de population, avec tout ce que cela signifie de perturbations douloureuses et de dislocations désastreuses, tant pour les communautés d'origine que pour les communautés dites d'accueil; ensuite, parce que même si elles étaient totalement contenables, le spectacle d'un monde fait de forteresses imbriquées, chacune se protégeant farouchement contre l'invasion de milliards de plus pauvres qui ne rêvent que de l'assaillir, n'est pas exactement compatible avec l'image d'un ordre mondial minimalement harmonieux, juste et viable.

Mais il y a - pourrait-on objecter - une alternative évidente. Pourquoi ces migrants potentiels ne tiendraient-ils pas, à l'adresse des pays riches le discours suivant ? "Plutôt que de nous laisser entrer chez vous, laissez-nous produire ici à bas prix des biens que vous accepterez de nous acheter. Pour cela, nous aurons bien besoin d'un peu de capital et de votre travail qualifié. Mais dès le moment où vous nous laisserez vendre nos biens chez vous, ils viendront d'eux-mêmes, mus par la perspective de gagner plus, en raison de nos bas salaires, que ce qu'ils pourraient gagner chez vous". En d'autres termes, pourquoi ne pas permettre que s'amplifie la circulation des biens et les flux des capitaux ? Les pressions à la migration des personnes se dégonfleront alors d'elles-mêmes. Il faudra certes des ajustements douloureux dans les secteurs des pays riches soumis à une concurrence nouvelle. Et l'on commettra sans doute ici et là de graves erreurs en raison d'une prise en compte insuffisante des conséquences environnementales et sociales d'un développement accéléré. On n'en aura pas moins dissipé le sentiment de crise explosive lié à l'accumulation de pressions migratoires à l'échelle mondiale - comme on l'a fait du reste au sein de la Communauté européenne, où la libre circulation des personnes n'a pas engendré le chaos, précisément parce qu'elle a été précédée, puis accompagnée d'un développement de la libre circulation des produits et des capitaux.

Cette stratégie, cependant, ne fait que remplacer une crise par une autre. Quoiqu'elle ne soit que très incomplètement mise en oeuvre, nous percevons en effet chaque jour davantage que, si elle parvient à enrayer la dérive démographique des continents, c'est au prix de développer d'autres pressions qui ne contribuent pas moins que celle-ci à nourrir un sentiment de crise. Ce sont les pressions de plus en plus contraignantes qui pèsent sur les politiques sociales, environnementales, scolaires, culturelles, etc. de chaque Etat, en raison même de la nécessité de préserver et conquérir sans cesse des marchés pour leurs produits, de retenir et d'attirer sans cesse les facteurs de production dont leur prospérité économique a besoin. Sous l'empire aveugle de la compétitivité, les Etats se voient inexorablement mués en entreprises. Atterrés, nous découvrons peu à peu qu'une marge de manoeuvre sans cesse rétrécie ne leur laisse plus qu'un seul objectif légitime : le *business* [(5)].

L'exclusion dans l'opulence

J'en viens maintenant au troisième et dernier aspect que je souhaitais évoquer. Lorsqu'on décrit la décennie actuelle comme une période de crise, en contraste par exemple avec les

merveilleuses Golden Sixties, que veut-on dire ? Assurément pas que, par rapport à ces années de belle prospérité, nous avons connu une chute de notre production et de notre consommation. En termes réels, notre revenu moyen est d'environ 70% supérieur à ce qu'il y était il y a 25 ans, et de 1960 à 2000, on peut aisément tabler sur un doublement du PNB par tête. Quel est alors le problème ? Que cet enrichissement phénoménal de pays déjà riches se soit accompagné d'un décuplement de la proportion de leur population qui se trouve exclue de l'accès à un emploi.

En 1960, le taux de chômage était de l'ordre de 2%. On peut en inférer qu'une proportion très faible de la population dite active (c'est-à-dire comprise entre l'âge de la scolarité obligatoire et l'âge de la retraite, et désireuse d'effectuer des activités professionnelles) avait un revenu primaire (c'est-à-dire hors allocations) net (c'est-à-dire avant impôt) potentiel (c'est-à-dire obtenable sur le marché du travail en raison de la productivité que l'employeur privé ou public escompte de leur activité) inférieur au niveau de vie garanti par les allocations de chômage et autres revenus de remplacement. Si au cours des décennies suivantes, le revenu potentiel de chaque catégorie avait suivi l'augmentation considérable du revenu moyen, ce taux d'exclusion se serait encore réduit. Mais il n'en a rien été. Au contraire, l'augmentation de la moyenne est allée de pair - tant en Amérique du Nord qu'en Europe occidentale - avec un affaissement notable du revenu potentiel des catégories les plus désavantagées et une augmentation spectaculaire de celui des catégories les plus avantagées.

Les tendances lourdes qui sont à la source de ce surprenant phénomène sont très hétérogènes et entretiennent entre elles des rapports complexes. Je dirai simplement que parmi elles figurent certainement la concurrence avec les pays à bas salaire, l'évolution technologique, l'instauration du marché unique européen, la privatisation de nombreuses entreprises publiques, la diminution de la taille moyenne des entreprises en termes de personnes employées et même l'augmentation du taux de participation des femmes au marché du travail. Le résultat de ce processus multidimensionnel est que le jeu "spontané" du marché concentre une proportion croissante des revenus primaires dans les poches d'une proportion décroissante de la population active [(6)]. Aux Etats-Unis, cette puissante tendance du marché à distribuer les revenus primaires d'une manière toujours plus inégalitaire s'exprime notamment dans une baisse persistante des salaires les plus bas. En Europe, le filet plus généreux et plus dense qu'y constitue le système de sécurité sociale évite pareille baisse, mais au prix d'un gonflement de plus en plus inquiétant, par delà les fluctuations conjoncturelles, de la masse des personnes exclues de toute activité rémunérée. Ainsi émerge de plus en plus nettement une société duale faite d'une part d'une minorité croissante de personnes exclues, de plus en plus indignées de devoir chercher sans cesse ce qu'elles ont une chance toujours plus faible de trouver, et d'autre part d'une majorité décroissante de personnes occupées, de plus en plus impatientes de devoir porter seules le poids économique de toute la société.

L'Université en régime de crise

Chacune de ces composantes de la crise de notre monde amène avec elle son lot de contraintes et de menaces pour l'Université en général, et en particulier pour la nôtre.

Tout d'abord, l'érosion des identités qui est au coeur du malaise de la modernité fait qu'une Université comme la nôtre peut de moins en moins compter sur un stock fiable de familles belges francophones catholiques assurant un recrutement adéquat tant de sa clientèle étudiante

que de son corps enseignant. Identités et allégeances s'effritent bien sûr aussi ailleurs, offrant par là-même à notre Université un potentiel qu'elle n'avait pas. Mais ce processus n'en soumet pas moins petit à petit notre Université comme les autres à une logique de marché. Pour attirer une clientèle étudiante de moins en moins captive, pour attirer et retenir des professeurs dont la mobilité imaginable et effective est de plus en plus grande, l'Université qui veut survivre et prospérer n'a guère d'autre option que de tenter de satisfaire toujours mieux, et au moindre coût, à la fois la demande pour les services qu'elle est susceptible d'offrir et les exigences de ceux qui détiennent les compétences et qualités qui lui sont les plus nécessaires pour répondre adéquatement à cette demande.

En deuxième lieu, les Etats, ai-je dit, se transforment en entreprises et sont de plus en plus astreints à soumettre leurs politiques au critère de la compétitivité. La mobilité croissante des assiettes fiscales que constituent les revenus du capital, du travail qualifié et des entreprises les contraint à réduire leurs ponctions, et la nécessité d'assurer une production nationale à des prix compétitifs les force à concentrer le fruit de ces ponctions sur des dépenses susceptibles d'accroître la compétitivité, et ce notamment dans le domaine de l'éducation. A mesure que cette tendance lourde s'approfondit - ce qu'elle fait d'autant plus vite que l'entité politique concernée est petite -, on voit bien la menace qu'elle fait peser sur l'Université, et en particulier sur ses disciplines et activités les moins utilitaires. Comment convaincre un Ministre de l'Education fût-ce modérément responsable que l'usage optimal qu'il peut faire de ses maigres deniers est de financer une chaire de mathématique pure, de philologie, voire d'éthique économique ?

Enfin, il faut bien voir que les contraintes de plus en plus étroites sous lesquelles l'Université doit vivre et se développer ne sont pas seulement d'ordre économique. Il s'agit aussi de contraintes découlant d'une légitimité politique réduite. La plupart des étudiants que l'Université formera appartiendront en effet à la minorité de ceux qui seront suffisamment doués et éduqués pour pouvoir s'arroger le privilège d'un revenu confortable. Comment dès lors justifier auprès de l'opinion et des pouvoirs publics que l'on affecte à la formation de ces personnes de précieuses ressources, dont elles tireront personnellement d'importants bénéfices mais dont on a de moins en moins la garantie, en raison de la mobilité croissante du travail qualifié, qu'elles bénéficieront aussi, fût-ce très indirectement, au reste de la population.

Une réflexion éthique multiforme

Si ce diagnostic quant à ce qui est en train de se passer est ne fût-ce que tendanciellement correct, il est clair que l'avenir de l'Université, en particulier de notre Université, et plus encore d'une certaine idée que nous nous faisons de l'Université, est bien lourd de défis et de menaces. Plus important et plus tragique encore : pour nos générations et plus encore pour celles de nos étudiants, ce monde d'individus sans ancrage, d'Etats transformés en firmes et d'exclusion massive a sans doute encore de quoi engendrer quelque ivresse dans le chef des mieux dotés et des plus doués. Mais il a surtout de quoi susciter l'angoisse et l'effroi, non seulement face à ce qui peut survenir à chacun dans son destin personnel mais encore plus face au processus multidimensionnel de dislocation des solidarités que ces tendances lourdes engendrent.

Face à ce diagnostic, que pouvons-nous, que devons-nous faire ? Une attitude possible consiste à considérer les grandes lignes de la situation que j'ai décrite comme des *facts of life*

et de jouer la carte de l'intérêt personnel. A titre individuel d'abord, notamment en nous mettant sans vergogne en quête des postes les plus lucratifs que nous puissions décrocher, sans négliger à l'occasion de faire usage des offres faites ailleurs pour grapiller ici promotions et autres faveurs. En tant qu'Université ensuite, en nous lançant à corps perdu dans la compétition, en exploitant sans honte les atouts dont nous disposons pour accroître nos parts du marché des étudiants et des contrats de recherche et pour maximiser la rémunération espérée de nos diplômés, nous protégeant ainsi autant que nous le pouvons contre les diverses menaces mentionnées. C'est une option possible, et en un sens la plus sage, la plus sûre.

Mais il existe aussi - du moins dans une institution comme la nôtre - une autre option : nous pouvons aussi dire non. Nous pouvons dire : "De ce monde de concurrence effrénée dans lequel tout nous invite - en particulier notre intérêt personnel - à nous précipiter aveuglément, de ce monde destructeur de solidarités, broyeur des plus vulnérables, de ce monde nous ne voulons pas." Bien sûr, il ne suffira pas qu'ici et maintenant nous disions que nous n'en voulons pas pour qu'il ne se fasse pas. Mais si nous ne le disons pas et si n'agissons pas en conséquence, qui le fera ? Bien sûr aussi, il ne suffit pas de refus incantatoires. Il faut concevoir et construire des alternatives. Que faire exactement dans le cadre qui est le nôtre, celui de l'Université ?

D'abord et avant tout réfléchir à ce qui est en train de se passer, dans les trois dimensions explorées tout à l'heure mais aussi dans beaucoup d'autres domaines cruciaux comme les soins de santé, les médias, la criminalité, l'environnement ou la technologie. Réfléchir à l'aide des meilleurs outils d'analyse et sur la base des meilleures données empiriques qui soient disponibles, avec l'assistance des personnes les plus compétentes que nous puissions trouver, mais aussi constamment à l'aune de nos jugements de valeurs. Ces jugements de valeur n'ont pas besoin d'être donnés a priori, dans une limpidité catéchétique. Ils peuvent se préciser, s'éclaircir, s'expliciter au fil de la réflexion et de la discussion. Mais leur présence active est essentielle pour identifier les questions factuelles cruciales - non pour biaiser la réponse qui y est apportée - et pour éclairer la direction dans laquelle il importe d'agir.

C'est à cette réflexion que la Chaire Hoover s'efforce de contribuer par ses activités [(7)]. C'est aussi à cette réflexion que devrait former le nouveau programme complémentaire de baccalauréat en éthique économique et sociale, dont le projet est actuellement en discussion au sein de la Faculté des sciences économiques, sociales et politiques. C'est encore cette réflexion qui est à l'oeuvre dans d'innombrables autres initiatives qui ont été prises au sein de notre Université. Je pense par exemple à une proportion importante des cours Méta et Métis organisés à l'initiative de l'AGL. Je pense aussi, parce qu'ils sont tout frais à ma mémoire, au remarquable dossier sur les enjeux du GATT co-signé par plusieurs collègues de la Faculté des Sciences agronomiques ou au récent colloque célébrant le XXe anniversaire de la FOPES [(8)]. C'est enfin une réflexion à laquelle il importe que nous participions dans les multiples lieux extérieurs à l'Université où l'on s'efforce de la mener. Qu'il s'agisse d'organisations sociales, religieuses, économiques, culturelles ou politiques, d'administrations régionales, fédérales, européennes ou mondiales, ou des médias les plus divers, ceux parmi nous dont le travail se situe au plus près de cette réflexion sont plus sollicités que jamais pour contribuer à la nourrir. Il importe à mes yeux beaucoup que nous répondions à ces sollicitations aussi bien que nous le permettent nos autres tâches, en ayant à la fois le souci d'exprimer ce que, fût-ce provisoirement, nous pensons - qui n'est pas nécessairement ce que ceux qui nous sollicitent aiment entendre - et celui de ne pas brader par des propos irresponsables l'autorité dont notre fonction nous investit.

Le C de UCL

Mais ce n'est peut-être pas tout. Ce n'est peut-être pas même le plus important. Tout en restant dans le cadre de sa mission propre - une Université n'est pas un parti politique, un lobby ou une organisation sociale, et il importe hautement qu'elle ne devienne rien de tel -, notre Université peut et doit, à mes yeux, aller au-delà de cette réflexion articulant explicitement analyse et valeurs. Car quelles que soient les nuances que l'on souhaite apporter au diagnostic que j'ai esquissé, quelles que soient les formulations particulières que l'on souhaite donner aux valeurs que, dans notre grande majorité, nous partageons [(9)], il me paraît suffisamment évident que la poursuite de la réalisation de ces valeurs passe par le maintien et le développement d'institutions assurant une solidarité interpersonnelle forte au sein de chaque nation et par l'instauration d'institutions assurant une telle solidarité au travers des frontières des nations existantes.

Ces tâches, l'Université peut significativement contribuer à les accomplir de diverses manières dont certaines sont évidentes, et d'autres moins. Je me contenterai de trois exemples. D'abord, par l'échange d'étudiants européens et l'accueil d'étudiants du tiers monde, nos Universités peuvent apporter - et apportent déjà - une contribution décisive au brassage des élites sans lequel une véritable démocratie supranationale, elle-même indispensable à une solidarité transnationale forte, ne se fera pas. On ne saurait dès lors surestimer les effets à long terme d'un engagement actif dans les accords Erasmus et d'une politique résolue en matière de coopération.

Ensuite, en raison des particularités de sa situation, notre Université peut aussi contribuer significativement à ce que je considère comme l'ultime - et grande - tâche de la Belgique, tâche dont l'importance déborde de beaucoup, en raison même de la nature de la crise de notre monde, les frontières de notre pays, et qui consiste à prouver qu'un système de solidarité interpersonnelle développé peut viablement traverser les frontières d'entités nationales devenues pratiquement souveraines. C'est une tâche difficile, dont le succès est loin d'être garanti d'avance et à laquelle une intensification des contacts et des collaborations de tous ordres entre les deux composantes de la Catholic University of Louvain (à l'étranger, on sait rarement à laquelle des deux nous appartenons) peut significativement contribuer.

Enfin - et c'est peut-être le plus important, parce que cela touche aux trois aspects du monde en crise évoqués tout à l'heure -, il importe que nous formions, ou du moins que nous permettions que se forment, des hommes et des femmes qui n'aient pas pour seul objectif dans la vie de poursuivre leur bonheur privé, qui n'aient pas pour seule obsession de réussir leur carrière, qui conçoivent qu'il y a des causes et des idéaux qui valent la peine qu'on y sacrifie (une bonne part de) son intérêt personnel, et entre autres qu'il serait indigne qu'ils s'opposent, par leurs comportements individuels ou collectifs, aux ponctions toujours plus fortes auxquelles la solidarité exigera inéluctablement que l'on soumette, dans un monde d'inégalités primaires toujours plus profondes, les revenus des (toujours plus) privilégiés. Inculquer tout cela n'est pas facile, et le préchi-précha moralisateur serait la pire des méthodes. Dans la mesure où elle éveille, ravive ou développe la perception de l'acuité des problèmes et la conscience des valeurs en jeu, la réflexion éthique multiforme mentionnée tout à l'heure peut aider. Mais je suis convaincu qu'en fin de compte il n'y a pas de méthode plus efficace que de prêcher par l'exemple, dans nos engagements à l'extérieur de l'Université comme dans notre comportement à l'intérieur.

Et me voici revenu - après un long périple - à mon point de départ. Car ce qu'en cette fin de XXe siècle il peut y avoir de précieux et de mobilisateur pour moi et pour nous tous, pratiquants et non-pratiquants, croyants et non-croyants, dans le "C" de UCL, ce ne sont certainement pas les quelques vestiges d'Inquisition auxquels j'ai fait allusion en commençant, mais bien le fait qu'il rend non seulement légitime mais essentiel de faire une place de choix au développement et à la transmission d'autre chose qu'une compétence professionnelle : au souci de lutter, avec nos moyens propres qui sont d'abord ceux de l'intelligence, pour que notre monde puisse devenir, malgré toutes les menaces, malgré tous les obstacles, un monde moins injuste, plus fraternel [(10)].

Notes

(1) Conférence prononcée lors de l'Assemblée Générale annuelle du Corps Académique de l'Université catholique de Louvain, le 17 mars 1994. J'ai ajouté en notes quelques références bibliographiques et quelques réflexions suscitées par la discussion qui a suivi la conférence.

(2) Cette crainte se justifierait sans doute encore plus si l'Eglise catholique de Belgique était amenée à se scinder - ce qui est loin d'être une simple hypothèse d'école, mais au contraire à mes yeux un scénario fort probable en cas de fédéralisation intégrale de notre système national de la sécurité sociale. Que pour d'autres raisons pareille évolution soit indésirable et dès lors - j'ose croire - improbable, ne doit pas nous empêcher de procéder sans attendre à des changements institutionnels qui nous garantiraient, le cas échéant, contre une crise dommageable pour tous. On peut par exemple songer, comme l'ont suggéré plusieurs intervenants au colloque "Université, Eglise et société" du 10 décembre 1993, à substituer à la relation actuelle de subordination formelle de notre Université à l'Eglise (francophone) de Belgique une forme de partenariat.

(3) Dont Actes constituent la première partie de ce volume.

(4) Voir Charles TAYLOR, *The Malaise of Modernity,* Concord (Ontario) : Anausi, 1992, traduction française imminente aux Editions du Cerf dans la nouvelle collection "Humanités" dirigée par Jean-Marc Ferry; et Michael WALZER, "The communitarian critique of liberalism", *Political Theory* 18, 1990, 6-23. Taylor (professeur à l'Université Mc Gill et invité par l'Institut Supérieur de Philosophie à occuper la Chaire Cardinal Mercier en 1995) et Walzer (professeur à l'Université de Princeton) ont notamment ceci en commun d'être habituellement rangés parmi les têtes de file du courant dit communautarien et aussi de compter parmi les principaux inspirateurs de la pensée politique de notre docteur honoris causa Paul Ricoeur, que nous avons eu l'occasion d'entendre le mois dernier lors de la fête patronale de l'Université.

(5) Comme l'avoue en ces termes et sans détours une publicité étonnante de la présidence de la Région wallonne que je cite et commente dans "L'éthique à l'épreuve du marché mondial", in *Variations sur l'éthique* (M. van de Kerchove éd.), Bruxelles : Publications des Facultés Universitaires Saint Louis, 1994, à paraître.

(6) Le livre de Mickey KAUS, *The End of Equality,* New York : Basic Books, 1992, offre d'une manière accessible et stimulante un diagnostic semblable (mais une stratégie très différente).

(7) Voir *Ni Ghetto ni tour d'ivoire. l'éthique économique et sociale aujourd'hui* (P. Van Parijs éd.), Louvain-la-Neuve : Academia, 1993. Ce volume inclut les Actes du colloque inaugural de la Chaire, suivis de contributions illustratives de Robert Cobbaut, Philippe de Woot, Jacques Drèze et Paul Löwenthal.

(8) *GATT, agriculture et société. Le Manifeste de la Saint-Hubert,* UCL, Faculté des sciences agronomiques et Faculté des sciences agronomiques de Gembloux, novembre 1993, 65p.; *Mutations de la société et transformation des solidarités. Penser, analyser, proposer,* journée d'études organisée à Louvain-la-Neuve le 12 mars 1994 à l'occasion du XXe anniversaire de la fondation de la Faculté Ouverte de Politique Economique et Sociale de l'UCL.

(9) J'en ai esquissé ma propre formulation dans les derniers chapitres de *Qu'est-ce qu'une société juste? Introduction à la pratique de la philosophie politique* (Paris : Le Seuil, 1991) et l'ai développée dans *Real Freedom for All. What (if anything) can justify capitalism?* (Oxford : Oxford University Press, sous presse).

(10) Dans cette perspective, l'identité de notre Université serait une affaire d'esprit, de culture, manifestée par une pluralité d'initiatives décentralisées, plutôt que d'institutions ou de structures. Pour entretenir et développer cette culture, les structures dont l'Université se dote ne sont cependant pas indifférentes - loin s'en faut. De la création de Facultés ouvertes, de Chaires d'éthique ou de programmes complémentaires de formation critique à la sélection des docteurs honoris causa, des kots à projet et des boursiers du Secrétariat à la coopération, il existe d'innombrables manières dont les structures de l'Université peuvent appuyer, valoriser, promouvoir les efforts faits dans le sens indiqué (et le font du reste déjà). Bien sûr, cette politique serait vaine s'il n'y avait pas, au sein de notre Université, un nombre suffisant de personnes capables et désireuses de fournir de tels efforts. Il n'en serait pas moins inopportun à mes yeux de faire de l'engagement personnel un critère de recrutement (ou même de promotion). Tant pour se garantir contre les dérives de l'arbitraire que pour préserver la qualité scientifique du recrutement, il importe que seul soit pris en compte ce que le dossier de chaque candidat permet d'augurer quant à la qualité de sa performance en matière de recherche et d'enseignement. Mais rien ne nous empêche - au contraire, tout nous y invite - de tabler sur un effet d'auto-sélection. Dans l'environnement qui est aujourd'hui le nôtre, le maintien d'une masse critique suffisante de personnes adhérant au projet esquissé ci-dessus ne pourra être durablement compatible avec l'excellence de la recherche et de l'enseignement que si l'Université parvient, par son image et surtout par sa pratique effective, à retenir et attirer des académiques de grand format moins sensibles au fait d'être engagés dans l'une des top ten européennes qu'au fait de travailler dans un milieu où le souci de contribuer à rendre notre société et notre monde viables tient en respect l'obsession de la carrière personnelle. (Paradoxalement, que notre Université puisse attirer ou retenir

ainsi ces personnes que n'émeut guère le fait d'appartenir à l'une des top ten est peut-être ce qui seul lui permettra de figurer parmi ces top ten, une chance qu'elle aurait manquée si, se lançant à corps perdu dans la compétition internationale, elle s'était laissée obnubiler par cet objectif.) Pour faciliter cette auto-sélection, la formulation d'une "charte" ou d'un "projet" réinterprétant le "C" d'UCL dans le sens suggéré pourrait avoir un sens, à condition de ne pas gaspiller, pour tenter de s'accorder sur une définition abstraite du projet, une précieuse énergie qu'il aurait été bien plus utile de consacrer à la mise en oeuvre d'initiatives concrètes qui l'illustrent.